

Lycée agricole Frédéric Bazille à Montpellier :
représentants de parents et les personnels unis pour dénoncer une situation intenable.

Ce lundi 14 septembre 2026, des parents d'élèves, les enseignants, les AESH, les assistants d'éducation du Lycée Frédéric Bazille se sont réunis en Assemblée générale pour porter ensemble un même constat alarmant : la situation de notre établissement n'est plus acceptable ni pour les élèves et les étudiants, ni pour tous ceux qui les accompagnent chaque jour.

Au-delà de nos rôles différents — parents inquiets pour la scolarité de leurs enfants, personnels engagés au quotidien auprès des élèves — nous parlons aujourd'hui d'une seule voix, car nous subissons collectivement les conséquences de mêmes dysfonctionnements.

Le Lycée Frédéric Bazille est un établissement agricole placé sous tutelle du Ministère de l'Agriculture ; sa direction relève donc de cette administration. Or, si la moitié des lycéens et étudiants suivent des filières relevant de l'Enseignement agricole (EA), l'autre moitié dépend de celles de l'Éducation nationale (EN) puisqu'il s'agit de leur lycée de secteur.

Cette organisation entraîne une situation devenue ubuesque : notre direction, statutairement rattachée à l'Enseignement agricole, connaît ces dernières années de croissantes difficultés d'accès aux services du rectorat et aux applications RH de l'Éducation nationale.

En cette rentrée 2026, la direction ne peut ni gérer administrativement, ni accompagner correctement nos élèves et une partie des personnels qui relèvent pourtant de l'Éducation nationale.

Cela engendre une désorganisation générale que nous subissons tous, élèves, parents et personnels :

Inégalité d'accès à l'ENT Occitanie pour les élèves et enseignants relevant de l'Éducation Nationale : les parents ne peuvent plus suivre la scolarité de leurs enfants, les enseignants ne peuvent plus communiquer avec les familles, les abonnements numériques du CDI inaccessibles.

Classes surchargées jusqu'à 38 élèves par classe, une réalité que les parents observent avec crainte sur la qualité des apprentissages et le bien-être de leurs enfants, et que les personnels subissent au quotidien dans leur charge de travail. Au-delà de la qualité des apprentissages, cette surcharge pose une réelle question de sécurité : la majorité des salles ne sont pas adaptées à ces effectifs.

Des emplois du temps incohérents, source d'incompréhension pour les familles et de désorganisation pour les équipes.

Des personnels sont contraints d'assumer des missions qui ne relèvent pas de leurs fonctions, faute d'effectifs suffisants au détriment du temps consacré aux élèves.

Au-delà des dysfonctionnements matériels et organisationnels, c'est un profond sentiment de mépris et d'abandon qu'éprouvent aujourd'hui les personnels et les familles de notre établissement. Alertés année après année, sans réponse structurelle apportée, nous avons le sentiment de ne pas être considérés à la hauteur des enjeux qui touchent pourtant directement la scolarité et la sécurité des élèves. Ce silence institutionnel, prolongé malgré

nos multiples démarches, ne peut plus être interprété autrement que comme un défaut de considération envers notre établissement, ses élèves et ses personnels.

Ce qui nous rassemble aujourd'hui dépasse nos différences : c'est la conviction que la réussite et le bien-être des élèves ne peuvent pas être sacrifiés à un problème administratif qui n'est pas le nôtre. Parents et personnels demandent, ensemble, à la Direction régionale de l'Enseignement agricole (DRAAF) et au Rectorat de l'Académie de Montpellier de prendre enfin la mesure de cette situation.

Nous demandons notamment :

L'assurance d'un accès systématique de notre direction aux réunions, aux outils et services numériques du rectorat.

Le renfort d'un personnel de direction issu de l'Éducation Nationale.

Une révision des effectifs par classe garantissant des conditions d'apprentissage dignes et sécurisées après deux fermetures de classe en deux ans, annoncées fin juin – début juillet.

C'est pourquoi une audience urgente a été demandée avec Madame la Rectrice et Monsieur le Directeur régional de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt.

Unis, parents et personnels du Lycée Frédéric Bazille resteront mobilisés jusqu'à obtenir des réponses concrètes pour leurs enfants et leurs élèves.